

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du mardi 16 décembre 2025**

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 22
Nombre de votants : 26
Date de la convocation : 8 décembre 2025

L'an deux mille vingt cinq, le seize décembre à 14 h 30, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Monsieur Patrice BROUHARD (Le Gua), Monsieur Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Joël PAPINEAU (Saint-Sornin), Monsieur Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus), Monsieur François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre), Monsieur Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), Madame Catherine BERGEON (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), Monsieur Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus), Madame Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre), Monsieur Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac), Madame Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), Monsieur Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Béatrice PRÉVOST (Le Gua)

Absents ayant donné pouvoir :

Monsieur Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac) : pouvoir à Monsieur Patrice BROUHARD (Le Gua), Monsieur Stéphane DELAGE (Le Gua) : pouvoir à Madame Béatrice PRÉVOST (Le Gua), Madame Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Monsieur Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus), Madame Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Monsieur Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus)

Absents :

Monsieur Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)

Secrétaire de séance : Monsieur François SERVENT

Modalités de rémunération pour le Contrat d'Engagement Éducatif (CEE)	Ressources humaines
--	----------------------------

Madame Mariane LUQUÉ, Vice-Présidente en charge des affaires sociales d'intérêt communautaire, expose :

Durant les périodes de vacances scolaires, les animateurs saisonniers vacataires sont recrutés en Contrat d'engagement éducatif (CEE) pour encadrer et animer les accueils de loisirs communautaires et les séjours accessoires. Ce contrat permet, sous certaines conditions, une souplesse de gestion pour les organisateurs d'Accueils Collectifs de Mineurs.

Considérant la reprise en gestion directe des compétences relatives au champ de l'action sociale, dont l'organisation des Accueils Collectifs de Mineurs, à compter du 1^{er} janvier 2026, les montants applicables au CEE par la CCBM sont arrêtés ainsi :

Fonction	Rémunération journalière
Directeur ou directeur adjoint, titulaire d'un diplôme reconnu SDJES	75,00 euros
Animateur titulaire d'un diplôme reconnu SDJES, ou ayant une expérience significative dans l'animation	68,00 euros
Animateur en cours d'acquisition d'un diplôme reconnu SDJES	55,00 euros
Animateur sans diplôme reconnu SDJES	45,00 euros

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu la délibération n°2025/CC05/15 du Conseil Communautaire en date du 23 septembre 2025, approuvant définitivement la reprise en direct des compétences relatives à «petite enfance, enfance et jeunesse ; animation et coordination des contrats et dispositifs locaux en matière d'action sociale, élaboration et mise en œuvre de l'analyse des besoins sociaux» et les modifications statutaires correspondantes, à compter du 1^{er} janvier 2026 ;

Après avoir entendu l'exposé de la Vice-Présidente,

DÉCIDE

- d'arrêter les montants applicables au Contrat d'engagement éducatif (CEE) comme indiqué dans le tableau présenté ;
- d'appliquer cette rémunération, à compter du 1^{er} janvier 2026 ;
- d'inscrire les dépenses au budget.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Pour : 26

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire ; le recours contentieux peut être adressé directement au Tribunal Administratif de Poitiers et saisi par le biais du site internet www.telerecours.fr

Le Président

Monsieur Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance

Monsieur François SERVENT

